

Fait à Paris, le 25 février

Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République

À l'attention de M. Rodrigue Furcy, Chef de cabinet adjoint
et M. Alexis Kohler, Secrétaire général de l'Élysée
Palais de l'Élysée, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris

Copie à Madame Elisabeth Borne, Ministre de la Transition écologique et solidaire

Objet : Nuisance pour les français et dévastation des paysages par l'éolien terrestre.

Monsieur le Président de la République,

Vous avez récemment émis des réserves sur l'éolien terrestre, que la population de notre pays accepte de plus en plus difficilement. Les mêmes réserves ont été reprises par votre ministre Madame Borne et reçues comme un message d'espoir par tous ceux qui, comme nous, subissent comme une souffrance l'implantation de ces « parcs éoliens », tant ils échappent aux traditions et aux règles élémentaires de la démocratie.

Nous représentons actuellement des milliers d'associations qui se sont créées à travers la France rurale et des groupes et des personnalités de plus en plus nombreux qui se coalisent spontanément car ils n'ont pas le sentiment d'être écoutés.

Le ressentiment est profond et nous nous faisons un devoir de vous en informer afin que comme nous l'espérons tous, des décisions urgentes de préservation soient prises par votre ministre.

Oui, la colère monte. Les braves gens de la France profonde souvent en difficultés pour vivre à qui l'on impose ces engins métalliques gigantesques ont un juste sentiment de révolte compte tenu des nuisances qu'on leur impose, sentiments qui décuplent quand ils découvrent les montages financiers conçus pour faciliter la création de ces éoliennes, qui aboutissent à des fortunes rapides, abondées par l'Etat, tandis que leur facture d'électricité à eux consommateurs explose et sera au moins doublée en 10 ans ! (+ 10,2% en 1 an)

La colère monte tandis que l'arrivée de ces engins signifie injustice et fracture sociale dans les villages; injustice car certains s'enrichissent alors que la majorité de la population voit le prix de son habitation s'effondrer et les activités disparaître. Qui viendrait en effet s'installer à l'ombre de ces éoliennes dont les nuisances commencent à être bien cernées ?

La perte de confiance dans l'arbitrage des pouvoirs publics monte chaque jour un peu plus tant il est clair que les promoteurs se sentent protégés, manipulent et enjambent les communes, méprisent les résistances des populations et sèment grâce à leurs importants moyens financiers cette succession d'inconvénients que nous venons d'évoquer ; tout ceci, encore une fois, échappe aux règles élémentaires de la démocratie.

Les centaines de milliers de français désormais victimes de cette politique irresponsable d'implantation d'éoliennes sont toujours stupéfaits, quand on décortique pour eux les sommes colossales investies par l'état pour le développement de cette source intermittente d'énergie sans aucun effet dans la lutte contre le réchauffement climatique !

Pour toutes ces raisons l'addition est lourde pour les français. Parmi elles, une seule justifierait notre appel à votre autorité et pour laquelle nous vous demandons solennellement, Monsieur le Président, d'intervenir : c'est la dévastation de notre héritage sacré : les paysages, bien commun de tous.

Votre présidence ne doit pas être associée à cette dévastation, véritable injure à ce qui a fait une partie de la réputation de notre pays : sa beauté.

Des milliers de vos concitoyens désormais vous demandent d'intervenir pour mettre un terme à cette folie de l'éolien terrestre, néfaste et inutile, comme l'ont fait plusieurs pays européens.

Nous vous prions, Monsieur le Président de la République, d'agréer les assurances de notre respectueuse considération.